

L'économie burundaise au bord du gouffre

Jeune Afrique, 18 Avril 2013 Le Burundi au bord de l'asphyxie Par Nicolas Teisserenc Sous perfusion d'aide internationale, le petit pays d'Afrique centrale fait face à une poussée inflationniste. Une fièvre ravivatrice de maux plus profonds. Depuis le début de l'année, le Burundi traverse une passe difficile. D'abord, c'est le marché central de la capitale, Bujumbura, qui est parti en fumée, au mois de janvier. Il représentait près de 80 % des transactions commerciales du pays. Puis, mi-février, l'inflation s'est emballée. Faute de réserves de change, les stocks de carburant se sont épuisés et, en quelques jours, plus des trois quarts des stations-service de Bujumbura ont dû fermer. Le litre d'essence au marché noir a grimpé jusqu'à 4 000 francs burundais (près de 2 euros), le double du prix à la pompe en temps normal. Le sujet est si sensible que l'Assemblée nationale a voté le 3 avril une loi qui interdit aux médias de publier des informations concernant la monnaie nationale.

Pour Cyrille Sigejeje, administrateur directeur général de la Banque de gestion et de financement, la principale cause de l'inflation réside dans la faiblesse des exportations. Celles-ci couvrent seulement 20 % des importations, d'après Faustin Ndikumana, président de l'ONG Parcem ; un déséquilibre qui pèse sur les réserves en devises. Pour rassurer et combattre l'inflation, les restrictions sur les opérations (versement et retrait) sur les comptes en devises des résidents ont été levées. Mais, comme l'explique Genevieve Buzungu, secrétaire exécutive de l'Association des banques et établissements financiers, ce genre de mesure ne peut offrir, au mieux, qu'un soulagement temporaire. Pour affronter ses problèmes structurels, le Burundi doit s'en remettre en grande partie aux bailleurs, qui financent environ la moitié du budget de l'État. Le pays a récemment contracté 2 milliards d'euros d'engagements pour la période 2012-2015 de la part de ses partenaires, dont la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et l'Union européenne. En visite à Paris mi-mars, le président, Pierre Nkurunziza, a obtenu que le Burundi soit inscrit sur la liste des pays prioritaires pour l'accès à l'aide française. Factures à l'État base son budget sur des prévisions d'aides, mais celles-ci n'arrivent pas toujours, nuance Faustin Ndikumana. Par conséquent, il vit au-dessus de ses moyens. Résultat : « Il continue à payer les fonctionnaires, mais il a cessé de régler ses factures depuis plusieurs mois », souligne un chef d'entreprise. Une première estimation évaluerait le manque à gagner pour le secteur privé à 70 milliards de francs burundais à la fin février. Un coup dur supplémentaire pour des entrepreneurs qui souffrent. La progression du PIB, qui oscille entre 3 % et 5 % depuis 2004, ne suffit pas à compenser la croissance démographique. La carence énergétique est criante : seuls 3,5 % de la population sont connectés au réseau électrique, un chiffre que les autorités veulent porter à 15 % d'ici à deux projets de barrages hydroélectriques développés avec les pays voisins. Autre difficulté pour le secteur privé, « l'accès aux financements bancaires est très onéreux. Les taux avoisinent les 20 % », précise Marie-Madeleine Kigoma, fondatrice de Fruito, une entreprise de production de jus de fruits. Heureusement, le Burundi enregistre quelques progrès. Le rapport « Doing Business » 2013 de la Banque mondiale le classe parmi les dix pays les plus réformateurs au monde en matière d'environnement des affaires. Consolata Ndayishimiye, présidente de la Chambre fédérale de commerce et d'industrie du Burundi, se félicite notamment de la mise en place d'un guichet unique pour la création d'entreprise : « Il est désormais possible d'ouvrir son entreprise en vingt-quatre heures. » Dernier signe positif selon elle : l'intégration économique au sein de la Communauté est-africaine (EAC), un « booster de croissance ». Elle a de l'espoir.